

Coup de filet antiterroriste en Ile-de-France!!!! - 1/1

Plus de 165 personnes ont été arrêtées mardi lors d'une vaste opération de police visant les Moudjahidine du peuple iranien. Selon le ministère de l'Intérieur, ce mouvement voulait installer sa base arrière en France.

Le coup d'envoi a été donné mardi matin vers 6 heures, dans le cadre d'une commission rogatoire du juge Bruguière. Cette opération de grande envergure s'est déroulée sur 13 "sites", dans les Yvelines et le Val-d'Oise, notamment à Auvers-sur-Oise, siège européen du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI), les Moudjahidine du peuple. Pas moins de 1.200 policiers du Raid, de la DST, de l'Office central pour la répression de la grande délinquance financière, ainsi que 80 hommes du GIGN, ont été mobilisés. A 8 heures, on annonçait de source policière l'arrestation de plus de 165 personnes. Parmi elles : Maryam Radjavi, épouse du chef des Moudjahidine Massoud Radjavi, désignée par le groupe comme "la future présidente de l'Iran".

Au ministère de l'Intérieur, où l'on estime le réseau en France démantelé, on relève que l'ensemble de villas abritant les Moudjahidine à Auvers-sur-Oise était devenu, depuis l'intervention américaine en Irak, "le centre international, le PC mondial" de ce mouvement. Selon des sources proches des milieux du renseignement, il "n'est pas exclu" que les Moudjahidine aient projeté des attentats à l'étranger. En revanche, il n'existerait "aucun élément permettant de les soupçonner de vouloir commettre des attentats en France". L'instruction qui a conduit à cette opération résulte notamment d'un long travail d'enquête sur des flux financiers qui pourraient relever du "financement du terrorisme", a-t-on affirmé de source judiciaire.

D'importantes sommes d'argent découvertes

Les ministres de la Justice et de l'Intérieur se sont félicités de cette opération. Dominique Perben a souligné "la qualité de la collaboration entre les différents services". Nicolas Sarkozy a estimé pour sa part à l'Assemblée, lors de la séance des questions au gouvernement, que les Moudjahidine du peuple voulaient installer "leur base arrière en France." Il a précisé que "159 personnes" restaient mardi après-midi en garde à vue, que "des importantes sommes d'argent" avaient été découvertes, et que "du matériel informatique (reste) à exploiter".

Les avocats des Moudjahidine du peuple ont dénoncé ces "arrestations à grand spectacle", en souhaitant dans un communiqué qu'elles ne soient pas "inspirées par une éventuelle complaisance du gouvernement français vis-à-vis des autorités iraniennes et ne constituent pas un 'dommage collatéral' des relations bilatérales franco-américaines". Depuis Londres, un porte-parole de l'organisation, tout en récusant les accusations de terrorisme, a directement accusé la France de "tenter de s'attirer les bonnes grâces du régime fondamentaliste en Iran" et a affirmé que les arrestations faisaient partie d'un "complot concerté" entre les deux gouvernements.